

Marché N°2025-UG04-PA-08

UGECAM BFC

REPLACEMENT DE TROIS ASCENSEURS POUR L'EHPAD BELFONTAINE & ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

3 rue Georges BOURGOIN, 21121 FONTAINE-LES-DIJON

CCTP

Maître d'Ouvrage :

UGECAM BFC
3 rue Georges BOURGOIN
21121 FONTAINE-LES-DIJON

Maître d'Œuvre :

CREPY & FROMION Architectes
34 Cours du Parc
21000 DIJON

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) 3

1 – OBJET DU CONTRAT DE REMPLACEMENT DES 3 ASCENSEURS ET DU CONTRAT DE MAINTENANCE3

2 – NORMES ET REGLEMENTS APPLICABLES3

3 – DEFINITION DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES ASCENSEURS4

4 – TRAVAUX EN SITE OCCUPE.....5

5 – ORGANISATION DU CHANTIER DE REMPLACEMENT DES ASCENSEURS5

6 – ESSAIS ET RECEPTION DES INSTALLATIONS6

7 – DOCUMENTS CONFORMES A L'EXECUTION.....7

8 – CONDITION DE GARANTIE DES INSTALLATIONS7

9 – DELAI DE LIVRAISON ET PLANNING D'EXECUTION DES INSTALLATIONS8

10 – ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE DES INSTALLATIONS8

11 – ENTRETIEN MAINTENANCE DES INSTALLATIONS8

12 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT.....8

13 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....9

14 – DATES ET DUREE DU MARCHE9

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Etabli en application du code de la Commande publique.

1 – OBJET DU CONTRAT DE REMPLACEMENT DES 3 ASCENSEURS ET DU CONTRAT DE MAINTENANCE

1 – Le présent cahier des charges fixe les conditions particulières de la dépose des trois ascenseurs électriques existants et de l'installation des trois nouveaux ascenseurs électriques situés aux mêmes emplacements avec les mêmes caractéristiques techniques dans l'EHPAD Belfontaine situé au 3 rue Georges BOURGOIN, 21121 FONTAINE-LES-DIJON. A savoir :

- Ascenseur A : 4 niveaux (Sous-sol, RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service;
- Ascenseur B : 3 niveaux (RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service;
- Ascenseur C : 4 niveaux (Sous-sol, RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service. L'attention du candidat est attirée sur le fait que cet ascenseur contient de l'amiante dans la machinerie monte-charge du -1 au R+2.

Le rapport amiante et plomb est annexé au présent document. Le candidat devra présenter une habilitation adaptée pour réaliser les travaux.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le choix des matières, couleurs et éléments de cabine des ascenseurs devra être réalisés en considération de l'activité de l'EHPAD. Ainsi, ils devront être adaptés à l'utilisation dans le cadre d'un EHPAD et respecter les normes et critères de bio-nettoyage de l'établissement.

Le candidat présentera le panel de finitions qu'il propose (équivalent à l'existant ou autre proposition). Le Pouvoir Adjudicateur indiquera son choix de finitions lors de la notification du marché.

L'établissement est classé ERP de type J de 4^{ème} catégorie.

2 – Le contrat de maintenance et d'entretien complet sera établi pour une durée de 3 ans à compter de la date de mise en service des nouveaux ascenseurs.

L'ascensoriste devra impérativement se rendre sur place et avoir pris connaissance des lieux et locaux.

2 – NORMES ET REGLEMENTS APPLICABLES

Les travaux et fournitures devront être conformes à l'ensemble des prescriptions et textes réglementaires s'appliquant à ce type d'installation, dans l'édition en vigueur à la date de signature du marché public. Cette liste n'étant pas exhaustive. Si en cours des travaux, de nouveaux textes entraînent en vigueur, il pourrait éventuellement être établi un avenant correspondant aux modifications à réaliser, de façon que l'installation soit conforme aux règlements lors de la livraison du chantier.

- Directive européenne 95/16/CE ;
- Norme EN 81-21 AI de décembre 2012 – indice de classement P82-211 – règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs – partie 21 ascenseurs neufs dans les bâtiments existants ;
- Norme EN 81.1 partie 1 indice de classement NF P82 210 de novembre 1998 règle de sécurité pour la construction et d'installation d'ascenseurs électriques ;
- Arrêté du 14 juin 1969 et les circulaires concernant l'isolation phonique ;
- Décret du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques ;

- Norme NF P 20 050 règles d'échauffement des matériels électriques ;
- Norme NF C 15-100 règles concernant les installations électriques basse tension ;
- Le règlement de sécurité dans les établissements recevant du public ;
- Décret 2008-1325 du 15 décembre 2008, relatif à la sécurité des ascenseurs sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenants sur ces équipements ;
- NF EN 81-70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap
- NF EN 81-71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalismes
- NF EN 81-28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge
- NF EN 81-58 : Essais et résistance au feu des portes palières
- NF EN 81-80 : Règles pour l'amélioration de la sécurité des ascenseurs et ascenseurs de charges existants
- FD P 82-020 : Guides pour l'évaluation des serrures de portes manuelles
- FD P 82-021 : Guides pour l'évaluation des parachutes et limiteurs de vitesse
- NF EN 12385 : Câbles en acier
- NFP 82.207 : dispositif d'appel prioritaire pompier de novembre 2018
- NF EN 12015 (Compatibilité électromagnétique. Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants. Emission).
- NF EN 12016 (Compatibilité électromagnétique. Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants. Immunité).
- Directive 2014/33/UE
- Directive 2006/42/CE
- Décret n° 2006-555 du 17-05-2006 : relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 8 Décembre 2014 modifié : fixant les dispositions prises, pour l'application des articles R111-19-7 à R111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations ouvertes au public et abrogeant l'arrêté du 21 mars 2007
- Décret n° 2008-1325 du 15 Décembre 2008 : relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des intervenants
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié : Règlement de sécurité des établissements recevant du public
- Loi 78-12 du 04.01.1978 relative à l'assurance et à la responsabilité dans le domaine de la construction (art.1792 et 2270 du code civil).
- Le code de la construction et de l'habitation.
- Le Code du travail.

Le candidat retenu devra tenir compte également des règles de l'art propre à sa profession ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions du C.C.T.P. peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que l'entreprise ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

A contrario, si une obligation découlant de cette réglementation n'était pas explicitement précisée dans les pièces du marché, l'entreprise y serait soumise.

3 – DEFINITION DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES ASCENSEURS

Le présent marché comprend l'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages, dont :

- La dépose et l'évacuation de tout le matériel non réutilisé.
- L'établissement des plans d'exécution des ouvrages, si nécessaire.
- La consignation de l'appareil sur lequel s'effectuent les travaux et toutes les protections nécessaires à chaque étage.
- La sécurisation du chantier,
- Le nettoyage du chantier,
- La fourniture et pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre des ascenseurs conformément aux spécifications du présent document technique.
- La prise en compte des éventuels raccordements à la GTC du bâtiment lors de l'installation des

- nouveaux équipements,
- Les prestations de serrurerie, y compris toutes les protections pour la sécurité des personnes (usagers et techniciens ascenseurs) pendant les travaux.
- La fourniture des notices nécessaires à l'entretien de chaque nouvel ascenseur.

Chaque prestataire doit, au vu de l'installation, lister les travaux complémentaires jugés nécessaires tels que les conformités réglementaires, sécurité des usagers, fiabilité des ascenseurs, travaux de maçonnerie ou tout autre type de travaux. Ces travaux complémentaires seront décrits dans le mémoire technique du candidat. Le prix de ces travaux complémentaires sera ajouté sur le bordereau de prix et intégré dans l'offre financière du candidat.

Le prestataire ne pourra en aucun cas faire prévaloir une éventuelle omission, au présent document technique pour justifier la mise à disposition d'une installation non réglementaire à l'issue des présents travaux.

Tous travaux supplémentaires non listés seront exclusivement pris en charge par le prestataire.

4 – TRAVAUX EN SITE OCCUPE

Les travaux se dérouleront dans un site en fonctionnement. Le prestataire devra en tenir compte et prévoir toutes les protections nécessaires, notamment pour la poussière et le bruit excessif. Les différentes circulations nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement devront être maintenues durant la totalité des travaux. L'entreprise choisie devra respecter les horaires de bureau, soit 8h-18h, pour travailler et ne pas interférer dans la vie des résidents, avec une vigilance accrue lors des horaires de repas des résidents, à savoir 12h-13h30. Toutes demandes exceptionnelles du prestataire devront être faites au responsable technique de l'établissement qui en avisera la direction.

Le phasage de remplacement des trois ascenseurs se déroulera ascenseurs par ascenseurs, afin de permettre la conservation d'utilisation des dites installations.

5 – ORGANISATION DU CHANTIER DE REMPLACEMENT DES ASCENSEURS

1 – Disposition générale

Le prestataire aura la charge totale de l'organisation du chantier et la coordination de l'ensemble des prestations relevant de sa compétence mais aussi de celles de ses sous-traitants éventuels. Il devra, en outre, prévenir le responsable technique du site et le maître d'œuvre en cas de problèmes divers qui pourrait interférer dans la bonne marche de l'établissement.

2 – Sécurité lors des travaux

Le candidat retenu installera et entretiendra, pendant toute la durée des travaux, les dispositifs de sécurité de leur personnel travaillant sur le chantier, tel qu'ils en ont l'obligation à travers le décret 95-826 du 30 juin 1995, ainsi que les différentes recommandations et prescriptions du ministère du travail. Ils devront se renseigner auprès du maître d'œuvre, sur le ou les itinéraires à emprunter afin d'assurer l'approvisionnement en matériels et matériaux.

Le personnel de l'entreprise satisfera ses besoins en électricité en utilisant les réseaux existants du bâtiment. Il installera, si besoin, les coffrets de chantier qui lui seront nécessaires afin d'assurer la distribution électrique et l'éclairage de ses zones d'interventions. Les coffrets et les rallonges seront sous la responsabilité des titulaires notamment en ce qui concerne les protections (calibrage des différentiels, etc...)

Le chantier sera soumis aux dispositions de la loi n° 93-1417 du 31 décembre 1993 portant modification des dispositions du Code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

Pour rappel, les travaux devront être réalisés dans les locaux d'un EHPAD en fonctionnement. A ce titre, le candidat devra prendre les mesures nécessaires d'hygiène et de sécurité spécifiques aux EHPAD. Il devra

notamment prendre des mesures pour limiter l'impact des travaux sur la qualité de l'air dans l'établissement. De plus il devra se soumettre aux règles sanitaires de l'établissement. Ces mesures de sécurité devront être incluses dans le plan de prévention qui doit être proposé avant la réalisation des travaux.

3 – Dépense à prévoir

Il n'est pas prévu de compte de dépenses dans la mesure où le maître d'ouvrage prend à sa charge les consommations et besoins courants de l'entreprise intervenante sur le site (eau et électricité).

En revanche, tous les nettoyages pendant le déroulement des travaux et pour la réception définitive de l'ouvrage sont à la charge exclusive de la société titulaire du marché.

L'entreprise aura à sa charge tous les dispositifs et équipements indispensables pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public et à proximité des gaines d'ascenseurs, sur chaque palier et devant la machinerie existante à l'intérieur du bâtiment.

4 – Horaires, nuisances et sécurité incendie

L'attention du candidat retenu est attirée sur la nécessité absolue de réduire au maximum les nuisances. Les travaux bruyants seront planifiés avec le responsable technique du site et devront être planifiés en dehors des temps de repas à savoir 12h-13h30. Toutes demandes exceptionnelles du prestataire devront être faites au responsable technique de l'établissement qui en avisera la direction.

Toute opération pouvant entraîner des risques d'incendie ne peut être entreprise qu'après délivrance par le service compétent d'un permis feu.

Après chaque intervention, dite à risque, le responsable technique du site vérifiera que toute dangerosité soit écartée.

Au préalable, le responsable technique interviendra sur la centrale incendie pour éviter tout départ intempestif de celle-ci et occasionner une gêne conséquente.

En tout état de cause, les techniciens extérieurs devront se manifester auprès du responsable technique et du maître d'œuvre s'ils rencontrent un problème.

5 – Habilitation du personnel

Le personnel intervenant dans le cadre des travaux attendus au marché devra impérativement présenter les habilitations suivantes :

- Habilitation électrique, pour le personnel exécutant et le personnel encadrant, particulièrement le conducteur des travaux,
- Habilitation SS4 (le cas échéant).

Le candidat devra fournir la copie conforme des habilitations et attestation dans son offre.

6 – ESSAIS ET RECEPTION DES INSTALLATIONS

L'entreprise devra procéder aux essais et contrôles de ses installations conformément aux prescriptions de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et en application du décret n°78-1146 du 7 décembre 1978.

Les essais seront effectués en présence du maître d'œuvre et du bureau de contrôle mandaté par l'établissement.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais seront à la charge du titulaire du marché des travaux.

Si les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, le titulaire est tenu d'effectuer toutes les mises au point nécessaires dans le délai fixé par ledit contrat.

La réception définitive sera effective lorsque le procès-verbal de réception sera réputé sans réserve et après validation du résultat du contrôle technique effectué par un bureau de contrôle mandaté par le maître d'ouvrage.

7 – DOCUMENTS CONFORMES A L'EXECUTION

Après achèvement des travaux, la société est tenue de livrer un dossier technique complet comportant :

- Les consignes et instructions nécessaires à l'entretien de l'appareil et particulièrement pour la sécurité,
- Les différentes notices de l'ascenseur,
- Une attestation conforme à la réglementation en vigueur,
- D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés)

Une étude de sécurité selon les dispositions réglementaires en vigueur, juste après l'achèvement des ouvrages devra être réalisée. Le résultat de cette étude sera intégré au D.O.E.

Tous les documents énumérés ci-dessus seront dressés par le prestataire, à sa charge, conformément aux travaux réellement exécutés. Ils seront remis en sous format dématérialisé sur clé USB au maître d'œuvre dans les 15 jours suivants la réception définitive de l'installation.

8 – CONDITION DE GARANTIE DES INSTALLATIONS

1 – Garantie

L'entreprise ayant procédé à l'ouvrage garantira la réalisation de ses travaux suivant les spécifications techniques du présent cahier des charges et les règles de l'art propres à ses activités.

La période de garantie pourra être prolongée tant que les essais de marche normale de puissance et de rendement n'auront pas donné satisfaction et toutes les prescriptions des documents contractuels n'auront pas été observées.

2 – Garantie du matériel

L'ensemble du matériel fourni par l'entreprise devra être garanti contre tous vices de construction pendant une durée de deux ans, à dater de la réception définitive de l'installation. Cette garantie ne pourra s'appliquer aux conséquences de l'usure normale, ni à celles résultant d'une mauvaise utilisation par un tiers.

3 – Garantie de fonctionnement

L'installation sera garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans, à compter de la mise en service définitive de celle-ci. Au cours de cette période, le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à toutes nouvelles séries d'essais. En conséquence, la société sera tenue, qu'elle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Le matériel fourni par le titulaire sera garanti deux ans à compter de la date d'effet de la réception définitive et sans réserve de l'ensemble de l'installation. Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

9 – DELAI DE LIVRAISON ET PLANNING D'EXECUTION DES INSTALLATIONS

Les candidats, au marché, préciseront les délais d'approvisionnement et de réalisation pour chaque ascenseur. Ils réaliseront une proposition de planning visualisant la programmation des travaux par phase en indiquant le nombre de personnels prévus ainsi que leurs qualifications.

Les travaux se dérouleront pendant l'exploitation normale de tous les services. Il est demandé de prévoir un planning par ascenseur et de ne procéder au remplacement de l'ascenseur suivant qu'après réception définitive du précédent.

10 – ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE DES INSTALLATIONS

Les installations devront également répondre aux réglementations relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduites, à savoir :

- Indications sonores signalant les différents déplacements
- Indications visuelles à l'intérieur de la cabine et sur chaque palier
- Indications tactiles sur l'ensemble des ascenseurs au niveau des boutons d'appels et tout autre système pouvant faciliter l'accessibilité aux personnes handicapées

11 – ENTRETIEN MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

La société en charge du remplacement des ascenseurs devra établir un contrat d'entretien complet.

Les opérations de maintenance préventive des appareils seront réalisées conformément au programme de maintenance prescrit par l'ascensoriste pour répondre aux prescriptions du code la construction et de l'habitation.

L'entreprise aura à sa charge le déplacement ; la main d'œuvre ainsi que les pièces détachées. En outre, elle devra intervenir sous 1 heure pour le déblocage des personnes dans la cabine en cas de panne et le plus rapidement possible pour les autres défauts sachant que l'établissement est un EHPAD. La présence d'un représentant de l'entreprise titulaire lors de la visite de contrôle réglementaire annuel (VGP) ou quinquennal fera également parti de la prestation.

Avant toute intervention, qu'elles soient curatives ou préventives, le technicien de la société devra obligatoirement passer par le service technique de l'EHPAD pour signaler sa présence et signer le registre de sécurité.

12 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

Les factures seront à déposer sur le site Chorus via le numéro de SIRET : 42416376400220

UGECAM BFC
EHPAD BELFONTAINE
3 rue Georges BOURGOIN
21121 FONTAINE-LES-DIJON

Les factures seront réglées selon les modalités de paiement précisées dans le tableau ci-dessous.

<u>Modalité de règlement</u>	<u>Paramètres</u>
Moyen de paiement	Paiement sans mandatement préalable
Délai de paiement	30 jours à réception de la facture et après service fait
Rythme de facturation	Mensuel

13 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies, rédigées en langue française :

- **Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :**
 - Une lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants,
 - Une déclaration sur l'honneur datée et signée attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics,
 - Si le candidat est admis au redressement judiciaire au sens de l'article L620.1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet l'autorisant à pouvoir poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché (L'absence d'information sur cet aspect, vaut déclaration implicite que le candidat n'est pas en redressement judiciaire),
 - Tout document contrôlable prouvant la capacité professionnelle du candidat à réaliser les prestations envisagées (références, certificats de qualification professionnelle, certificats de capacité émanant d'autres clients...)

Sur décision de l'EHPAD, les dossiers incomplets pourraient être complétés dans le délai qu'il prescrit.

- **Ordre de priorité et éléments nécessaires aux choix de l'offre :**
 - L'acte d'engagement
 - Le cahier des charges
 - Les offres de prix distincts pour le remplacement des 3 ascenseurs d'une part et le contrat de maintenance d'autre part,
 - Un dossier technique précisant les divers éléments décrits ci-dessus.

14 – DATES ET DUREE DU MARCHE

La date limite de **remise des offres** : Lundi 5 mai 2025 à 17 h

Date limite de **validité des offres** : 90 jours

La **durée du contrat de maintenance** est établie pour trois ans (soit 36 mois) à compter de la mise en service et de la réception définitive de l'installation.